

The logo for SAGE OF FUND, featuring the word "sage" in a lowercase serif font and "OF FUND" in a smaller, uppercase sans-serif font, with a thin white line looping around the text.

sage  
OF FUND

# CONSTRUIRE LE POUVOIR EN TEMPS DE CRISE

**LES RÉPONSES DE FEMMES FACE À L'EXTRACTIVISME**

Une analyse du contexte par le Fonds SAGE



# sage FUND

STRENGTHENING ACCOUNTABILITY  
IN THE GLOBAL ECONOMY

## À PROPOS DU FONDS SAGE

SAGE cultive de nouvelles méthodes puissantes pour construire une économie mondiale saine, juste et inclusive. Notre approche “laboratoire” dote les défenseurs des différents domaines de ressources financières et techniques ainsi que d’un soutien pratique permettant de créer des stratégies révolutionnaires qui responsabilisent les acteurs économiques. Depuis 2015, le Fonds a soutenu 59 projets avec 8,2 millions de dollars dans plus de 40 pays, créant ainsi un vivier pour les travaux émergents sur les droits humains et l’économie mondiale. SAGE concentre le travail collectif sur un thème propice à l’innovation et crée une masse critique de développement de stratégies et d’apprentissage autour de ce thème, en le partageant avec les organisations de la société civile, les mouvements et les donateurs pour un plus grand impact.

SAGE est l’un des trois premiers partenaires du Resilient Women and Natural Resources Plus Fund, une initiative de la Fondation Ford qui vise à renforcer l’impact, la résilience et la réponse collective des femmes défenseurs qui résistent à l’extraction des ressources naturelles et à la violence structurelle qu’elle engendre et exacerbe. Le Fonds SAGE remercie la Fondation Ford pour son soutien à cette recherche et à cette analyse participatives, ainsi que pour l’opportunité de soutenir l’octroi de subventions exploratoires basées sur les résultats.

Le site SageFundRights.org permet d’en savoir plus sur cette initiative et sur le travail de SAGE et de ses partenaires.

## REMERCIEMENTS

*Recherche guidée et supervisée par:* Daria Caliguire

*Auteur principal:* Katrina Anderson

*Équipe de recherche:* Katrina Anderson, Gretchen Gordon, Sian Morgan-Maseko, Beatriz Olivera, Amiera Sawas, Chanda Thapa, Cecilia Toledo, et Lisa VeneKlasen

*Examineurs externes:* Dr. Natesan Fatima Burnad, Dr. Chantelle Moyo, María Patricia Ardón Quezada, Mary Jane Real, et Alison Wright

*Contributeurs au projet:* Kris Genovese, Lisa VeneKlasen

*Rédacteurs:* Daria Caliguire, Kris Genovese

*Rédacteur en chef:* Laura Brahm

*Traductrice:* Safia Harbi

*Conception:* HOUSEOFCAKES

*Illustrations:* Ian Sklarsky

*Soutien au projet et gestion des données:* Bela Garces

Les noms et les affiliations organisationnelles des plus de 100 personnes qui ont généreusement participé à la recherche sont énumérés à la fin de ce rapport. Vous trouverez plus d’informations sur leurs organisations, y compris des exemples de stratégies et d’études de cas mettant en évidence leur travail, dans le rapport complet disponible sur SageFundRights.org.



# Table des matières

<b>Introduction</b>	<b>2</b>
<b>Qu'est-ce que l'extractivisme ?</b>	<b>3</b>
<b>Qui est touché ?</b>	<b>5</b>
<b>Quels sont les vecteurs de l'extractivisme ?</b>	<b>6</b>
<b>Quelles formes de violence sont alimentées par l'extractivisme ?</b>	<b>8</b>
<b>Stratégies</b>	<b>12</b>
Stratégies fondamentales	14
Stratégies spécifiques à un site	21
Stratégies de transformation	29
<b>Résultats clés</b>	<b>36</b>
<b>Participants à la recherche</b>	<b>39</b>

# Introduction

Partout dans le monde, les communautés touchées par les industries extractives—mines, forages, agriculture industrielle—sont confrontées à des formes de violence multiples et croisées. Dans ce contexte, la violence est sexuée, tant dans son mode de fonctionnement que dans le choix des personnes qui en bénéficient ou en pâtissent. Les structures de pouvoir patriarcales tendent à exclure ou à rendre moins visibles les façons dont les femmes, les trans, les intersexes et les personnes non binaires subissent les impacts de l'extractivisme. Ce rapport explore l'étendue de la violence structurelle liée au genre créée ou renforcée par l'extractivisme et se concentre sur les expériences des femmes et des filles vivant dans les communautés de première ligne.

Le rapport, qui s'appuie sur près de 100 entretiens avec des femmes dirigeantes et leurs alliés, est une analyse transversale des besoins et des possibilités de soutenir le travail à l'intersection du genre, des ressources naturelles et de l'extractivisme. Le rapport offre de multiples points d'entrée aux bailleurs de fonds, à la société civile et aux mouvements sociaux qui accompagnent les communautés touchées. Les conclusions visent à renforcer les stratégies qui mettent l'accent sur les connaissances, les pratiques et les expériences des femmes, ainsi qu'à obtenir un soutien pour des approches au potentiel inexploité.

La recherche s'appuie sur les perspectives des femmes en première ligne face à l'extractivisme en Afrique de l'Est et australe, en Asie du Sud et du Sud-Est, en Méso-Amérique et en Amérique du Sud. Des dirigeants de mouvements sociaux, des universitaires, des chercheurs et des groupes de la société civile travaillant du niveau local au niveau mondial ont également été consultés. Les participants se sont situés au sein de divers mouvements sociaux allant du féminisme et des droits de la femme aux droits humains, aux droits des autochtones, à la responsabilité des entreprises, à l'environnement et au climat, ainsi qu'aux ressources naturelles. Les stratégies identifiées dans le cadre de la recherche couvrent un large éventail de domaines et d'expertises, allant de l'organisation communautaire au contentieux stratégique.

## VERSION RÉSUMÉE ET RAPPORT COMPLET

Ce document résume le rapport complet, *Construire le pouvoir en temps de crise: Les réponses des femmes à l'extractivisme*, qui présente des dizaines d'études de cas et de nombreux exemples de stratégies menées par des femmes dans différents contextes. Pour obtenir le rapport complet en anglais ou en espagnol, y compris la méthodologie détaillée, les citations et les sources, visitez [SageFundRights.org](https://www.sagefundrights.org).

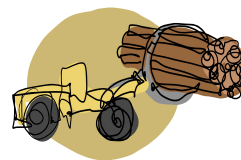
# Qu'est-ce que l'extractivisme?

L'extractivisme est un modèle économique dominant qui privilégie la croissance et le profit au détriment du bien-être des populations et de la planète. Ce modèle, généralement défini en termes de développement, repose sur l'extraction massive de ressources naturelles et de matières premières à des fins d'exportation. Le terme "extractivisme" désigne non seulement l'activité ou le processus, mais aussi les conditions dans lesquelles les ressources sont extraites (telles que l'absence de consultation ou de consentement des populations locales) et les intérêts qu'elles servent (tels que les intérêts des élites, des entreprises et des criminels plutôt que celui du bien public).

**L'extractivisme se caractérise par de nombreux types d'activités:**



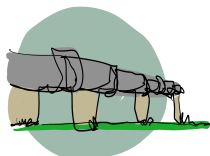
Prélèvement de ressources naturelles non renouvelables, y compris les combustibles fossiles et les minéraux



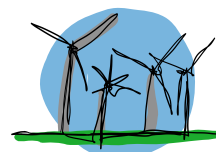
Appropriation des ressources renouvelables par des pratiques telles que l'exploitation forestière, la pêche et le braconnage



Exploitation de plantations agricoles industrielles telles que les plantations de palmiers et de soja

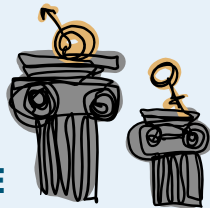


Construction d'infrastructures pour soutenir des projets tels que des routes, des ports et des oléoducs

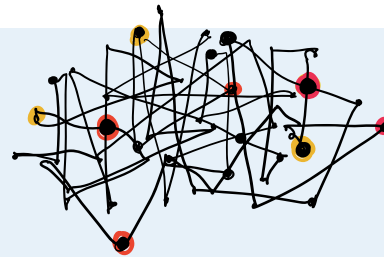


Mise en œuvre de certains projets d'énergie renouvelable tels que les parcs éoliens à grande échelle et l'hydroélectricité, y compris les barrages.

## ORDRE PATRIARCHIQUE



L'extractivisme est conçu au profit des hommes et mis en œuvre par la domination des femmes, de la nature et des populations autochtones et rurales. L'exclusion des femmes des rôles décisionnels concernant les industries extractives s'étend des lieux de travail aux salles de conseil d'administration des entreprises, en passant par les espaces de définition de l'agenda sur le climat, l'environnement, les droits et la sécurité. Même au sein des familles, des communautés et des mouvements sociaux, les femmes doivent s'affranchir des normes patriarcales qui privilégient la dominance masculine et relèguent les femmes à des rôles de soutien ou de gardiennage.



## UN RÉSEAU COMPLEXE DE POUVOIRS

L'extractivisme implique une pléiade d'acteurs—fonctionnaires, entreprises, investisseurs et financiers, forces de sécurité, élites médiatiques, groupes armés et entreprises criminelles—qui exercent leur pouvoir de manière interconnectée et souvent non transparente. Cet enchevêtrement rend extrêmement difficile la tâche de dissocier les acteurs pour les obliger à rendre compte de leurs actes.

# Caractéristiques du modèle extractif



## NEOCOLONIAL

L'extractivisme repose sur la saisie et le contrôle des matières premières à des fins d'exportation plutôt qu'au profit des populations locales. Aujourd'hui, les bénéficiaires de l'extractivisme peuvent être des élites urbaines ou des entreprises situées dans le Sud, mais que ce soit au Nord ou au Sud, les bénéfices reviennent rarement à ceux qui vivent sur les terres où les ressources ont été prélevées.

# Qui est touché?

Les communautés de première ligne sont les plus touchées par les industries extractives (ainsi que par la dévastation de l'environnement et le changement climatique). L'accès aux ressources naturelles détermine directement l'accès de ces communautés à la nourriture, à l'eau, au logement et à la sécurité. Les populations autochtones, les populations rurales, les campesinos, les agriculteurs, les pêcheurs, les habitants des forêts et les éleveurs vivent sur les mêmes terres et territoires qui ont été revendiqués pour des projets d'extraction ou qui ont été directement endommagés par ces projets, souvent en raison de la dégradation de l'environnement et de la pollution.

**Les femmes et les jeunes filles** jouent souvent un rôle unique en ce qui concerne la terre et les ressources naturelles. Dans la plupart des pays du Sud, les agricultrices produisent entre 40 et 80 % des denrées alimentaires et les femmes sont responsables de la collecte de l'eau dans deux tiers des ménages. Leur connaissance approfondie de la conservation des forêts, des pratiques agricoles durables (y compris la collecte et la conservation des semences) et de la gestion des systèmes d'eau locaux place les femmes au cœur de la gestion des ressources et de la protection de la biodiversité. Lorsque l'activité extractive perturbe la relation des femmes avec la terre et les ressources naturelles, les femmes sont incapables de remplir ces rôles. Cette perte a des effets considérables non seulement sur les femmes, mais aussi sur des communautés entières, leurs territoires et leurs écosystèmes.

La recherche de SAGE a révélé une myriade d'impacts sur le genre qui n'ont pas été suffisamment documentés ou examinés, notamment:

- **Perte des moyens de subsistance des femmes** liés à l'agriculture, à la pêche, à la récolte des produits forestiers et à d'autres activités liées à la terre;
- **Dévalorisation du rôle des femmes** en tant que gardiennes de la conservation et protectrices de la biodiversité;
- **Perte des connaissances ancestrales et traditionnelles**, notamment des pratiques agroécologiques et de la médecine traditionnelle;
- **Limitation de la participation et de la prise de décision des femmes** en matière de survie économique et de réalités quotidiennes;
- **Violence sexiste** associée à la militarisation et à la sécurisation accrues des industries; et
- **Accroissement des charges liées à la prise en charge de la famille et de la communauté**, tout en conciliant l'augmentation de la charge de travail liée aux activités de résistance.

# Quels en sont les vecteurs?



## L'HYPERCONSUMMATION ET LA COURSE AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les matières premières produites par les industries extractives sont destinées à l'exportation pour satisfaire la demande toujours croissante d'énergie et de biens, en particulier dans les pays du Nord. L'hyperconsommation fait pression sur les pays du Sud à court d'argent pour qu'ils accélèrent l'extractivisme. Parallèlement, le marché concurrentiel des "technologies propres", qui connaît une croissance rapide, nécessite des métaux et des minéraux qui doivent être extraits en grande quantité. La demande d'énergie renouvelable relance également le soutien aux grands barrages hydroélectriques. Au fur et à mesure que la transition verte progresse, il convient de veiller à ce que les effets néfastes du modèle extractif ne se reproduisent pas dans le cadre de la juste transition vers les énergies propres.



## ACCAPAREMENT DES TERRES ET DES RESSOURCES

La dépossession peut se produire directement en raison de la confiscation de terres par des tiers, ou indirectement en raison de la pollution ou du changement climatique causés par les industries extractives. La financiarisation du secteur agricole à la suite de la crise économique mondiale de 2008 a été l'un des principaux motifs de saisie des terres, en particulier en Afrique et en Amérique latine. Les accaparements de terres sont souvent violents et réalisés dans le mépris total des personnes qui dépendent de la terre pour leur subsistance, et sans obligation de rendre des comptes ou de trouver des solutions. Les femmes et les populations autochtones sont les moins susceptibles de bénéficier d'un régime foncier sûr et sont donc particulièrement touchées.



## POUVOIR DES GRANDS GROUPES ET IMPUNITÉ

Au cours des 50 dernières années, le pouvoir des multinationales s'est considérablement accru dans divers domaines de la vie publique. Dans de nombreuses juridictions, les multinationales jouissent des mêmes droits (ou de droits plus étendus) que les citoyens, mais n'ont pas d'obligations correspondantes à l'égard des personnes ou de la planète. Les États offrent des incitations financières considérables aux industries extractives, sapant ainsi la capacité des gouvernements à mobiliser des ressources à des fins domestiques. Les multinationales sont souvent en mesure de se soustraire à l'examen du public grâce à une surveillance laxiste et à la dissimulation de leurs transactions par le biais d'arrangements techniques et financiers complexes. L'absence de leviers dans les pays d'accueil ou d'origine pour demander des comptes aux entreprises favorise l'impunité pour les atteintes aux droits humains et à l'environnement.





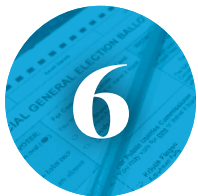
## MILITARISATION

Les acteurs de l'industrie extractive sont fortement incités à sécuriser leurs investissements de plusieurs milliards de dollars sur le long terme. Les États et les multinationales collaborent souvent en faisant appel aux forces de sécurité, aux sociétés militaires et de sécurité privées, aux groupes paramilitaires et aux groupes armés illégaux pour protéger les projets contre les menaces perçues par les populations locales. Le crime organisé est désormais un acteur majeur des industries extractives, apportant avec lui de nouvelles formes de violence et de contrôle. Ces acteurs qui se chevauchent et ces chaînes de commandement troubles créent des obstacles à la documentation des abus et à l'identification des auteurs. Par conséquent, les acteurs de la sécurité agissent souvent en toute impunité. Les restrictions à la liberté de mouvement, telles que les couvre-feux et les points de contrôle, ont un impact sur les moyens de subsistance des femmes et les rendent vulnérables à la violence fondée sur le genre.



## SUPPRESSION DE L'ESPACE CIVIQUE ET VIOLENCE CONTRE LES DÉFENSEURS

Les défenseurs de l'environnement et de la terre—y compris de nombreux peuples autochtones—sont confrontés aux menaces et aux dangers les plus graves liés à l'érosion croissante de l'espace civique, à la prolifération des lois visant à restreindre les activités de la société civile et à faire taire les dissidents, ainsi qu'au harcèlement et à la violence généralisés. Les militants, les organisations et les mouvements dont ils font partie sont confrontés à d'énormes obstacles pour s'organiser en raison de la criminalisation des activités liées aux droits humains, notamment la surveillance, la censure et les restrictions en matière de réunion et d'association. Le harcèlement numérique est une forme croissante de violence à l'encontre des défenseurs des droits humains et environnementaux; les attaques en ligne sont sexuées afin de dissuader les femmes activistes et d'intimider les autres à s'exprimer.



## MONTÉE DES POLITIQUES DE DROITE ET DE L'AUTORITARISME

Les tendances antidémocratiques sont alimentées par la promesse de richesse des élites nationales. La corruption entraîne l'absence de réglementation, la faiblesse des institutions publiques chargées de la diligence raisonnable ou de la surveillance, et des politiques qui privilégient le profit à court terme au détriment de la durabilité. Les programmes nationalistes de droite, souvent promus par des dirigeants "hommes forts", s'en prennent aux populations autochtones et aux minorités ethniques rurales qui sont souvent à l'origine de la résistance aux industries extractives. Pour s'attirer les faveurs des mouvements fondamentalistes populaires, les dirigeants politiques s'attaquent fréquemment aux droits des femmes, à la justice en matière de genre et aux droits des communautés lesbiennes, gays, bisexuelles et transsexuelles (LGBTQ). Les liens entre l'ethnonationalisme et le patriarcat ne sont pas nouveaux, mais les dirigeants autoritaires utilisent de plus en plus l'extractivisme pour consolider leur pouvoir politique et économique.

# Quelles formes de violence sont alimentées par l'extractivisme?

L'extractivisme produit et renforce la **violence structurelle basée sur le genre**, un terme qui fait référence à un ensemble étendu et multidimensionnel de préjudices liés au genre produits sous diverses formes, notamment économiques, environnementales, politiques et socioculturelles. En se concentrant sur la violence structurelle, ce rapport met en évidence les systèmes, les institutions et les structures qui engendrent et entretiennent la violence dans le contexte de l'extractivisme, plutôt que les rôles spécifiques des auteurs individuels.



## VIOLENCE FONDÉE SUR LE GENRE

La violence fondée sur le genre est une forme directe de violence utilisée pour contrôler, soumettre et maintenir des rôles rigides et l'inégalité entre les hommes et les femmes. Les formes de violence comprennent les abus physiques, sexuels, verbaux, émotionnels et psychologiques, le harcèlement, les menaces, la coercition, les privations économiques ou éducatives et le contrôle de la liberté de mouvement. La violence fondée sur le genre peut également être dirigée contre des organisations ou des groupes afin de contrôler, d'arrêter ou d'influencer leurs activités. Dans le contexte des industries extractives, la violence fondée sur le genre se produit à plusieurs niveaux: la famille, les organisations et les mouvements sociaux, le lieu de travail de l'activité extractive, la communauté et la sphère politique. De nombreux facteurs, souvent croisés, tels que l'indigénéité, la race, l'ethnicité, l'âge, la caste, la situation géographique et le handicap, augmentent la discrimination à l'égard de certaines femmes et les rendent différemment vulnérables à la violence basée sur le genre. Une présence militarisée—des forces publiques telles que l'armée et les forces de l'ordre, ou des forces de sécurité privées chargées de sécuriser les sites d'extraction—est souvent associée à des taux élevés de violence basée sur le genre. Les femmes et les filles qui vivent à proximité des sites d'extraction ou qui travaillent dans ces industries subissent des niveaux élevés de violence basée sur le genre perpétrée par des travailleurs masculins. La violence liée au sexe à l'encontre des travailleurs du sexe qui migrent vers les communautés extractives est à la fois extrême et courante.





## VIOLENCE ÉCONOMIQUE

La violence économique fait référence à la destruction, à l'appropriation, à l'exploitation et à la dévaluation des sources et des produits qui assurent la subsistance des personnes et leur survie économique de base. Il peut s'agir de l'appropriation de terres, de récoltes, de l'accès aux forêts, du non-paiement des salaires, de la traite des êtres humains, du travail forcé et de l'exploitation du travail domestique et reproductif. Les femmes subissent de nombreuses formes de violence économique de la part de l'extractivisme, à commencer par le fait qu'elles sont moins susceptibles que les hommes de posséder ou de contrôler des terres. Lorsque des terres sont accaparées ou que l'environnement est dégradé, la sécurité économique des femmes est menacée, de même que la souveraineté alimentaire de communautés entières. Cette situation peut avoir d'autres répercussions sur les hommes et les femmes; par exemple, la violence basée sur le genre a tendance à augmenter lorsque les ressources sont rares ou menacées. Les femmes sont exclues de manière disproportionnée des avantages économiques offerts aux communautés locales par le secteur extractif, y compris les accords d'emploi et de compensation. Les hommes émigrant pour occuper des emplois mieux rémunérés dans le secteur, les femmes assument davantage de responsabilités de garde, ce qui accentue le déséquilibre entre les sexes en matière de main-d'œuvre.



## VIOLENCE ENVIRONNEMENTALE

La violence environnementale est le dommage direct causé par les êtres humains aux ressources naturelles, à l'environnement et au climat à un point tel qu'il empêche les processus de régénération et d'évolution qui permettent aux écosystèmes de survivre, de s'adapter et de s'épanouir. La violence environnementale met en péril les ressources naturelles nécessaires à la survie des humains. La pollution provenant des industries extractives peut dévaster les systèmes de production alimentaire dans les zones rurales en polluant l'eau, la terre et l'air. Les hommes ayant généralement accès à des terres plus fertiles, les femmes sont souvent les premières à souffrir de la baisse des récoltes. La pollution engendre une série de problèmes de santé reproductive et sexuelle qui pèsent de manière disproportionnée sur les femmes, depuis les grossesses à risque jusqu'à la mortalité infantile. Par ailleurs, les femmes doivent assumer des responsabilités supplémentaires en ce qui concerne la santé et les soins de leur famille, ce qui est particulièrement difficile dans les zones rurales où les services publics sont minimes et les infrastructures précaires.



### Violence basée sur le genre

Violence au sein de la famille, de la communauté et du lieu de travail, perpétrée par des acteurs privés et/ou publics



### Violence socioculturelle

Violence causée par la perturbation des modes de vie autochtones ou traditionnels et du rôle des femmes dans leur préservation.



### Violence économique

Violence résultant de menaces ou de perturbations des moyens de subsistance et de la survie économique des femmes.

# Violence structurelle liée au genre



### Violence politique

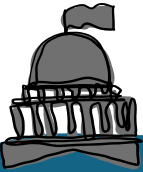
Violence visant à réduire au silence ou à délégitimer les femmes dirigeantes communautaires et les défenseurs des droits fonciers.



### Violence environnementale

Violence découlant de la dégradation des ressources naturelles et des menaces pesant sur la santé, les systèmes alimentaires et les moyens de subsistance.





## VIOLENCE POLITIQUE

La violence politique se manifeste par des menaces, des attaques et des intimidations de la part de l'État, des entreprises, des forces de sécurité, des acteurs politiques, des médias et d'autres élites qui travaillent souvent ensemble ou dans le cadre d'une chaîne d'intérêts économiques et politiques. Ces attaques peuvent se produire lorsque les militants et les organisations contestent directement le pouvoir, lorsque le pouvoir est contesté par le biais de processus démocratiques, ou simplement lorsque les militantes et les communautés qu'elles représentent sont perçues comme un obstacle aux intérêts de l'industrie extractive. Les attaques contre les femmes visent souvent à punir les femmes non seulement pour leur activité politique, mais aussi pour leur écart par rapport aux rôles dévolus aux hommes et aux femmes. La violence politique et la répression peuvent viser des femmes individuellement ou des groupes de femmes, des mouvements sociaux et des institutions où les femmes jouent un rôle de premier plan. Le rôle des femmes dans la résistance ou la lutte contre les projets d'extraction peut déclencher une réaction négative au sein de la famille ou de la communauté. Cette pression peut tirer les femmes dirigeantes dans deux directions, conduisant beaucoup d'entre elles à penser qu'elles doivent choisir entre la défense de leur terre et de leur territoire et la prise en charge de leur famille. Les femmes dirigeantes de différentes régions expriment un paradoxe similaire: plus elles sont visibles, plus la fréquence et l'intensité des attaques dont elles font l'objet augmentent.



## VIOLENCE SOCIOCULTURELLE

Les industries extractives peuvent perturber les modes de vie, la culture, l'art, les systèmes économiques, les coutumes, les croyances et les traditions. Pour les communautés traditionnelles et autochtones, la terre est plus qu'un lieu physique, elle est sacrée. C'est la terre où sont enterrés les ancêtres et elle fait partie intégrante de la survie de la culture. La perte de la terre par le déplacement, la dépossession ou la dégradation de l'environnement peut être vécue comme une violence émotionnelle, psychologique ou spirituelle. Dans de nombreuses cultures autochtones, les femmes sont souvent chargées de préserver la sagesse et les connaissances ancestrales, notamment par le biais de pratiques telles que la conservation des semences, la culture de plantes pour la médecine traditionnelle ou l'enseignement de méthodes de restauration écologique. Cette perte de lien avec la terre et les ressources naturelles érode le rôle social reproductif des femmes dans la communauté ainsi que les réseaux qu'elles construisent et cultivent à travers eux.

# Stratégies

Les communautés directement touchées par les industries extractives parlent de leur lutte comme d'un **combat pour la survie**, qui implique l'utilisation de tous les outils à leur disposition pour défendre leur corps, leur culture, leurs moyens de subsistance, leurs ressources, leurs terres et leurs territoires. Les stratégies utilisées par les femmes pour affronter les industries extractives découlent de leurs rôles communautaires en tant que productrices de denrées alimentaires, gardiennes de l'environnement, guérisseuses spirituelles et physiques, soignantes, éducatrices, soutiens, organisatrices et bâtisseuses de mouvements. Leurs approches dépendent fortement du contexte historique, des opportunités économiques, des ouvertures politiques et des alliances stratégiques. Dans certains contextes, ces stratégies peuvent être influencées par des considérations plus tactiques, comme par exemple les formes d'information, le soutien technique ou les ressources disponibles.

L'étude de SAGE révèle que les femmes utilisent des approches multiples pour **construire, affronter ou transformer le pouvoir**. Cela signifie qu'elles cherchent à modifier le comportement de diverses cibles, notamment les responsables gouvernementaux qui élaborent et mettent en œuvre les politiques, les entreprises qui mènent des projets d'extraction, les forces de sécurité privées et publiques qui protègent les investissements, les élites nationales et les médias. Parallèlement, les femmes remettent en question les structures de pouvoir sexospécifiques qui limitent leur participation et leur direction dans les luttes pour l'extraction, notamment au sein des groupes communautaires, des mouvements sociaux et des organisations de la société civile. La recherche a permis d'identifier un modèle clair de femmes travaillant avec des alliés en vue de comprendre où résident ces formes de pouvoir et comment elles opèrent, avant de décider des stratégies à utiliser. Les approches des femmes présentent souvent les caractéristiques suivantes:

- **Les approches concertées** permettent de déployer des efforts divers pour cibler les acteurs à différents niveaux (local, national, régional, mondial) afin d'atteindre différents buts et objectifs (pour résister, réformer ou créer des solutions de rechange);
- **Les stratégies à plusieurs niveaux** se déroulent en parallèle, dans différents domaines (public et privé) et selon des calendriers variés (à court, moyen et long terme); et
- **Un partenariat à long terme** avec des alliés de confiance qui apportent des connaissances, une expertise, une solidarité et des ressources complémentaires afin de soutenir les efforts de la communauté.



**Le rapport de SAGE regroupe en trois catégories les stratégies utilisées par les femmes des communautés de première ligne et les alliés qui les accompagnent et les soutiennent:**



### **Stratégies fondamentales**

Renforcer le pouvoir des femmes pour faire face aux menaces et maintenir leur participation et leur leadership à long terme.



### **Stratégies spécifiques au site**

Empêcher, arrêter ou retarder un projet d'extraction spécifique, demander des comptes à ceux qui causent des dommages et obtenir des recours et des réparations pour les personnes touchées.



### **Stratégies de transformation**

Conçues pour s'attaquer aux causes profondes de la violence structurelle liée au genre et créer des systèmes autonomes qui s'inscrivent dans un avenir durable.

Concrètement, ces catégories sont moins distinctes qu'il n'y paraît. Par exemple, de nombreuses stratégies d'abord spécifiques à un site aboutissent à un changement transformationnel, comme une manifestation menée par des femmes pour empêcher l'octroi d'une concession minière, qui fait basculer l'opinion publique contre le projet et conduit à l'adoption d'une loi interdisant l'exploitation minière. Les approches des femmes évoluent constamment à mesure que les cibles elles-mêmes changent de stratégies et de tactiques. Plutôt que d'évaluer l'importance d'une stratégie ou d'un groupe de stratégies, ce rapport met l'accent sur les **chevauchements et les liens entre les stratégies** de lutte contre le pouvoir extractif.

Pour chaque stratégie, SAGE identifie un **exemple** illustrant la manière dont les femmes l'utilisent dans la pratique et en combinaison avec d'autres approches. Dans chaque stratégie, il existe **des opportunités** claires pour les organisations de la société civile et les financeurs de s'engager, d'amplifier et de soutenir ces stratégies. Les opportunités évoluent au fur et à mesure que les stratégies progressent. Les stratégies suivantes sont proposées comme point de départ d'une réflexion sur la manière d'aborder la violence structurelle basée sur le genre et de rééquilibrer le pouvoir.

# Stratégies fondamentales

Les stratégies de renforcement du pouvoir des communautés sont essentielles à l'endurance et au succès de toute lutte contre l'extraction. Il s'agit d'une stratégie à long terme visant à éduquer, organiser et mobiliser les communautés qui sont souvent marginalisées par rapport aux structures de pouvoir et aux processus décisionnels. Dans les communautés de première ligne, les femmes ont tendance à construire et à mobiliser le pouvoir différemment des hommes, par des moyens souvent moins formels, moins visibles ou moins faciles à comprendre. Les stratégies fondamentales décrivent celles qui préparent, équipent et soutiennent les femmes pour qu'elles développent leur leadership et leur pouvoir afin de soutenir leur lutte contre l'extractivisme.

## LES STRATÉGIES FONDAMENTALES COMPRENNENT

- L'ORGANISATION DE LA COMMUNAUTÉ
- LE DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP
- LE RENFORCEMENT DU POUVOIR POLITIQUE
- L'ÉLABORATION DE CONTRE-RÉCITS FACE À L'EXTRATIVISME
- LA PRISE EN CHARGE ET LA PROTECTION COLLECTIVES

## ORGANISATION COMMUNAUTAIRE

La capacité des communautés de première ligne à survivre dépend de leur force d'organisation interne. Lorsque la vie de la communauté est perturbée par un projet d'extraction, les femmes commencent souvent par se réunir pour discuter de leurs griefs communs ou pour répondre à leurs besoins de survie. Ce travail peut inclure du temps et de l'espace pour la sensibilisation et la prise de conscience des problèmes immédiats, ainsi que l'analyse des causes profondes qui peuvent être plus difficiles à identifier. Ces espaces instaurent un climat de confiance qui permet aux femmes de réfléchir et de remettre en question le patriarcat, le racisme, le militarisme et d'autres forces qui entravent leur vie quotidienne. Ils permettent également de générer des pratiques d'autosoins et de soins collectifs qui profitent



aux dirigeants et à l'ensemble des communautés. Ce travail renforce la cohésion face aux pressions extérieures et jette les bases d'une mobilisation efficace le moment venu.

Dans de nombreux contextes, les dirigeants masculins s'opposent à l'examen des structures et des attitudes patriarcales qui répriment le leadership des femmes et préservent les rôles traditionnels des hommes et des femmes. Les femmes qui mettent l'accent sur les préjugés qu'elles subissent exclusivement du fait de l'extraction sont souvent accusées de semer la discorde ou de détourner l'attention de l'effort de résistance de la communauté (souvent dirigé par des hommes). Cette situation peut s'intensifier lorsqu'un projet est imminent. Si les promoteurs de l'extraction rencontrent une résistance, ils accélèrent les efforts pour monter les communautés les unes contre les autres, amplifiant ainsi les tensions internes existantes. Des alliés de confiance sont indispensables pour aider les femmes à examiner les liens entre l'oppression patriarcale au sein de la communauté et les formes externes de violence structurelle. Les alliés apportent également des ressources, des connaissances techniques, des compétences et l'accès à des plates-formes ou à des décideurs importants, ce qui permet de tirer profit des revendications collectives des femmes.

## **POSSIBILITÉS D'ORGANISATION DES COMMUNAUTÉS**

- **Fournir des formes continues et flexibles de soutien aux communautés de première ligne pour leur permettre de s'organiser et de renforcer leur**



**Saramanta** est un collectif informel de femmes autochtones de l'Équateur qui se définissent comme des “défenseuses des femmes et de la nature”. Saramanta s'est constitué en 2012 pour revendiquer le droit à l'eau potable en réponse à la pollution causée par les exploitations minières. L'objectif du groupe est d'échanger des compétences et de renforcer le leadership politique des femmes vivant dans des communautés touchées par les activités extractives, en particulier l'exploitation minière.

**“En Amazonie, les menaces et les persécutions sont nombreuses. Saramanta nous a donné l'occasion de former le collectif des femmes amazoniennes contre l'extractivisme, qui s'est avéré très puissant. Le fait de nous réunir nous a donné un filet de protection. Cela a donné de la visibilité à la lutte. Chaque fois que nous étions plus publiques, les femmes étaient plus présentes sur la scène nationale et internationale. Créer un espace de rencontre peut faciliter nos propres initiatives d'organisation organique”.**

**–IVONNE RAMOS**  
COORDINATRICE DE SARAMANTA

**pouvoir:** en particulier, pour répondre à leurs besoins fondamentaux immédiats, se protéger contre les menaces urgentes et leur donner l'espace nécessaire pour envisager des avenir différents et développer des solutions de rechange.

- **Soutenir les efforts d'organisation des femmes avant que l'extractivisme ne menace de perturber une communauté** en identifiant les points chauds potentiels de l'activité extractive et en investissant dans les efforts d'organisation, même naissants, des groupes dirigés par des femmes, des alliés féministes et d'autres partenaires du mouvement social.
- **S'engager dans un accompagnement à long terme avec les femmes des communautés** de première ligne et le structurer en comprenant le contexte et les contraintes auxquelles elles sont confrontées, en répondant aux demandes de soutien avec agilité et flexibilité, en aidant les femmes à s'organiser à leur propre rythme et dans les formations qui leur conviennent le mieux, en mettant l'accent sur les priorités des femmes et en partageant les connaissances et les informations de manière transparente.

## RENFORCEMENT DU LEADERSHIP

Le développement et/ou le renforcement du leadership des femmes, en particulier dans les contextes patriarcaux où leur participation aux luttes politiques n'est pas la norme, est essentiel pour aborder les dimensions sexospécifiques de la violence structurelle. Au sein de la famille et de la communauté, les femmes exercent

souvent leur leadership de manière informelle, par exemple dans le cadre de relations de mentorat et de solidarité, ce qui est moins reconnaissable pour ceux qui sont habitués à des modèles de leadership individuel. Les rôles des femmes peuvent parfois conduire à des rôles de leadership plus formels au sein d'organisations

En Méso-Amérique, l'école **JASS** **Alquimia** utilise des méthodologies populaires féministes et des outils d'analyse du pouvoir pour permettre aux femmes autochtones et rurales de cartographier les sources et les cibles du pouvoir, puis de construire le leadership et les réseaux nécessaires pour faire face aux formes de violence

qui se recoupent. Les processus de l'école comprennent des ateliers en face à face et virtuels, ainsi qu'un accompagnement de suivi pour chaque participante dans le contexte de son organisation ou de son mouvement afin d'aider à multiplier ses compétences. Ces espaces sont conçus pour créer des conditions permettant aux femmes de construire des alliances et de collaborer autour de stratégies communes. Les alquimistas sont impliquées dans la formation une fois qu'elles sont "diplômées" et qu'elles ont formé leur propre réseau.



Photo: JASS



Escuela  
Alquimia  
Feminista

et de structures de mouvement. Les stratégies de développement du leadership varient considérablement en termes de principes et de valeurs (individuels, collectifs, transformationnels), d'approche (féministe, éducation populaire, indigène) et de modalités (écoles d'éducation politique, instituts de formation, ateliers, programmes de mentorat et accompagnement informel). Les stratégies qui combinent ces modalités et approches peuvent nourrir et soutenir les femmes leaders dans les luttes extractives.

## OPPORTUNITÉS DE DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP

- **Soutenir intentionnellement les efforts collectifs d'organisation et de développement du leadership des femmes**, qui peuvent être moins reconnaissables ou visibles que les démonstrations de leadership masculin et qui nécessitent donc plus d'efforts initiaux pour être identifiés.
- **Soutenir et renforcer les écosystèmes croissants des diverses approches de développement du leadership des femmes**, qui émergent de philosophies et de pratiques différentes et intègrent des modalités variées.
- **Créer des opportunités pour les femmes de travailler en réseau et d'apprendre** des autres communautés de première ligne touchées par l'extractivisme dans et entre les régions, et fournir des voies claires pour mettre en œuvre cet apprentissage dans leurs propres communautés.

## CONSTRUIRE LE POUVOIR POLITIQUE

Lorsque les femmes renforcent leurs capacités d'organisation et de direction, elles commencent à faire le lien entre la violence familiale et communautaire et la violence politique et économique structurelle. L'objectif de la construction du pouvoir dans la sphère publique est de s'assurer que les femmes occupent des rôles décisionnels avec la capacité d'influencer la gouvernance et la politique économique, y compris les négociations et les résultats autour des projets d'extraction. La recherche de SAGE a mis en évidence de nombreux exemples de femmes autochtones, en particulier, qui exercent un pouvoir politique en réponse à leur exclusion des organes

**Lilak** (“Purple Action for Indigenous Women’s Rights”) est une organisation de femmes autochtones dirigeantes et d’alliés issus des mouvements de défense des droits humains, féministes et environnementaux, qui soutiennent la lutte pour les droits humains des femmes autochtones aux Philippines. Lilak organise des “dialogues de résistance” avec des groupes de six pays de la région Asie-Pacifique. Ces dialogues permettent de renforcer la solidarité entre les groupes de la région en partageant des stratégies de défense territoriale et de résistance aux activités d'extraction sur les terres indigènes. Le réseau de mouvements croisés aide également à créer des alliances avec des groupes de défense de la société civile travaillant à ces intersections, afin d'accéder et d'influencer les espaces de prise de décision aux niveaux régional et mondial.





de décision autochtones et des structures politiques traditionnelles. Les femmes autochtones utilisent divers mécanismes, notamment des réseaux et des coalitions, ainsi que le développement de nouvelles structures de gouvernance parallèles, dirigées par des femmes, qui gagnent en visibilité et en respect.

## RENFORCER LES POSSIBILITÉS DE POUVOIR POLITIQUE

- **Renforcer les réseaux de solidarité entre les mouvements** aux niveaux national, régional et mondial dans le but d'encourager le leadership politique chez les femmes qui ont été historiquement exclues des espaces de prise de décision, en particulier les femmes autochtones et rurales qui sont touchées de manière disproportionnée par l'extractivisme.
- Par le truchement des réseaux, il **conviendra d'apporter aux femmes autochtones un soutien multicouche dont elles ont besoin pour maintenir leur y politique**, en mettant l'accent sur le partage des stratégies de lutte contre les opinions et les pratiques patriarcales au sein des communautés et à l'extérieur de celles-ci.

## FAÇONNER DES CONTRE-RÉCITS

Compte tenu du déséquilibre flagrant des pouvoirs et du rétrécissement de l'espace public pour les femmes confrontées à l'extractivisme, il est essentiel de façonner le discours sur leurs propres expériences pour reprendre le pouvoir. Les groupes de femmes utilisent une variété

de médias et de plateformes, y compris des forums traditionnels et en ligne, pour communiquer leurs messages, mobiliser leurs membres et étendre leur base de pouvoir. Bien que les médias sociaux puissent être un outil de communication et de mobilisation particulièrement puissant, ils sont de plus en plus utilisés comme des armes contre les femmes et les communautés. Les femmes qui mènent des luttes sont souvent la cible de campagnes de dénigrement et de diffamation qui cherchent à nuire à leur crédibilité et à monter le public contre leurs efforts.

**L'Alliance des femmes de Lamu** a organisé une stratégie médiatique réussie qui a joué un rôle crucial pour faire basculer l'opinion publique contre une usine de charbon dans l'archipel de Lamu, au Kenya. Grâce aux efforts de cette alliance pour documenter l'impact sur les femmes, Raya a été invitée à raconter son histoire au tribunal. Le juge a cité son témoignage dans sa décision d'annuler le permis d'exploitation de l'usine.

**“Nous avons mobilisé les femmes pour qu’elles défendent leur cause par le biais des médias sociaux, des groupes WhatsApp, de la télévision et de petits documentaires. Nous avons compris l’importance de la participation des femmes à l’apprentissage et à la prise de décision.”**

—RAYA AHMED  
ORGANISATRICE

En prenant le contrôle de la narration, les femmes peuvent raconter toute l'histoire des industries extractives et de leurs impacts sexospécifiques. Un nouveau discours peut également détourner la stigmatisation des communautés de première ligne—qui ont tendance à être qualifiées d'“anti-développement” ou d'“anti-progrès” pour leur opposition aux projets extractifs—en la plaçant plutôt sur ceux qui causent le mal. Enfin, il aide les femmes à mobiliser leurs communautés autour d'une vision collective qui génère des alternatives et fait primer les personnes et la planète sur le profit.

### OPPORTUNITÉS POUR ÉLABORER DES CONTRE-RÉCITS

- **Soutenir le développement de contre-récits** qui remettent en question les mythes de l'extractivisme et nomment la violence structurelle sexospécifique qu'il crée et renforce.
- **Accélérer les efforts pour lutter contre les menaces**, la violence et le harcèlement en ligne à l'encontre des femmes dirigeantes et des défenseurs de l'environnement.
- **Soutenir et former les femmes des communautés de première ligne afin qu'elles produisent des récits** sur leurs expériences, qu'elles entretiennent des relations avec des journalistes susceptibles de donner de la visibilité à leurs récits, et qu'elles développent de nouvelles plateformes ou renforcent celles qui existent déjà pour diffuser leurs messages.

### ASSISTANCE ET PROTECTION COLLECTIVE

La résistance à l'extractivisme pèse lourdement sur la sécurité, la santé et le bien-être des femmes, en grande partie parce qu'elle peut déstabiliser leur relation à elles-mêmes, à leur famille et à leur communauté. Les cadres et pratiques de soins et de protection collectifs sont nés de la collaboration entre les femmes autochtones et leurs alliés féministes pour protéger et soutenir les militantes confrontées à des risques accrus. La protection collective reconnaît que la violence est systémique et que le besoin de sécurité des femmes défenseuses est une lutte constante et incessante qui exige une nouvelle logique d'organisation et de connexion. Elle s'appuie sur des réseaux de soutien communautaires et les renforce, en fonction de la culture, des capacités et des ressources du lieu de travail des défenseuses. Ces réseaux peuvent inclure la prise de décision collective concernant les terres et les processus de développement, les moyens de subsistance durables et d'autres pratiques basées sur la cohésion de la communauté. Les soins holistiques complètent les stratégies de protection en se concentrant sur le bien-être physique et émotionnel, en aidant les militants et leurs familles à se prémunir contre le stress, l'épuisement et le surmenage.

La prise en charge et la protection collectives constituent une approche alternative aux modèles traditionnels des droits humains visant à protéger les individus à haut risque et visibles. En l'absence d'une analyse de genre, ces stratégies peuvent rendre les femmes dirigeantes

vulnérables aux critiques de la communauté pour avoir violé les rôles traditionnellement dévolus aux hommes et aux femmes. Elles peuvent également accroître le risque de représailles de la part de forces extérieures qui cherchent à diviser et à affaiblir les communautés en ciblant leurs dirigeants. La prise en charge et la protection collectives visent à minimiser les charges qui pèsent sur tout dirigeant individuel en se concentrant sur l'unité de la communauté et le pouvoir collectif.

### POSSIBILITÉS D'ASSISTANCE ET DE PROTECTION COLLECTIFS

- S'engager directement avec les communautés, y compris les femmes défenseuses des droits humains et de l'environnement, sur le type de protection dont elles ont besoin, et soutenir une infrastructure de **soins holistique pour les militantes et les communautés**.
- **Soutenir les opportunités d'apprentissage et d'amélioration des pratiques de soins et de protection collectifs** parmi les organisations de la société civile alliées et les bailleurs de fonds dans le domaine de la protection des droits humains.



Photo: IM-Defensoras

L'**Iniciativa Mesoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Humanos (IM-Defensoras)** est un chef de file dans la conceptualisation et la pratique d'assistance et de la protection collectifs. Fondé sur un système de documentation des violations, l'IMDefensoras consiste en cinq réseaux nationaux composés de femmes autochtones et de première ligne, ainsi que de journalistes, d'organiseurs des droits du travail et de féministes travaillant dans des ONG qui sont en danger. Ces réseaux répondent aux attaques et fournissent aux femmes défenseuses et à leurs familles une combinaison d'assistance directe (soutien juridique et financier, sécurité numérique et physique) et de solidarité (campagnes de plaidoyer et médiatiques, centres de retraite). Parmi les contributions les plus importantes d'IM-Defensoras, on peut citer la manière dont elle a influencé la communauté internationale des droits humains et de la protection pour qu'elle adopte une compréhension sexospécifique du risque et reconnaisse les femmes défenseuses qui existent en dehors des structures formelles.



# Stratégies spécifiques à un site

Les communautés de première ligne confrontées à des menaces spécifiques ou imminentes dues à l'activité extractive utilisent une série de stratégies pour prévenir, retarder ou arrêter cette activité. Si elles ne sont pas en mesure d'arrêter complètement un projet, les communautés peuvent recourir à des stratégies visant à limiter ou à atténuer son impact, ou à trouver des solutions en matière de droits humains et d'environnement. Parce que ces stratégies répondent à des menaces émanant d'acteurs au pouvoir démesuré, elles ont plus de chances de réussir si les communautés remédient aux divisions internes, planifient la sécurité et le bien-être des personnes à risque et s'appuient sur le soutien et les forces d'alliés fiables qui sont bien positionnés pour faire avancer les éléments de la stratégie globale. Ces stratégies sont plus efficaces lorsqu'elles s'accompagnent d'efforts à long terme visant à remettre en question le caractère inévitable de l'extractivisme et à trouver des solutions durables.

## LES STRATÉGIES SPÉCIFIQUES AU SITE COMPRENNENT:

- ACTION DIRECTE
- DOCUMENTATION ET RECHERCHE MENÉES PAR LES COMMUNAUTÉS
- RECHERCHE SUR LES COMPAGNIES ET PLAIDOYER
- DÉFENSE TERRITORIALE ET CONSENTEMENT LIBRE, PRÉALABLE ET ÉCLAIRÉ
- STRATÉGIES JURIDIQUES ET DE PLAIDOYER
- STRATÉGIES DES INVESTISSEURS

### ACTION DIRECTE

L'action directe—y compris les manifestations, les marches, les blocages et les boycotts—peut être un moyen efficace de suspendre ou de retarder un projet d'extraction et, dans certains cas, d'obtenir des concessions de la part des industries. Pendant des décennies, les femmes ont participé à des actions directes en tant que première ligne de défense pour empêcher des projets nuisibles de démarrer ou de se poursuivre. Elles ont eu recours à des manifestations, des marches et des barrages, elles se sont engagées dans des activités et sur la scène politique, et ont tout ciblé, des sites d'extraction aux routes d'approvisionnement en passant par les bureaux des multinationales. Les actions directes

menées par des femmes ont le potentiel d'influencer un plus grand nombre de personnes que celles qui sont directement touchées. L'impact des femmes confrontées au pouvoir peut être efficace pour attirer l'attention des médias et éroder la légitimité de ceux qui détiennent le pouvoir. Par ailleurs, elles peuvent créer des retards qui laissent le temps à d'autres stratégies de s'enraciner.

L'action directe peut comporter de nombreux avantages, mais elle présente des risques élevés pour les communautés de première ligne et pour les femmes en particulier. Les multinationales ou les gouvernements visés par les protestations feront appel à des forces de sécurité publiques ou privées pour défendre leurs intérêts directement (par la force contre les militants) ou indirectement (campagnes de relations publiques accusant les militants d'avoir provoqué des troubles civils). Les conséquences pour les militantes peuvent être brutales. Les gouvernements adoptent de plus en plus souvent des lois qui criminalisent la protestation et affaiblissent les organisations et les individus qui s'engagent dans l'action directe. Les procès pour harcèlement et les campagnes de diffamation dans les médias sont des moyens utilisés pour affaiblir les mouvements de résistance.

En raison du pouvoir démesuré de l'opposition, l'action directe a plus de chances d'aboutir lorsqu'il existe une communauté très organisée qui (1) s'est attelée aux divisions internes, y compris les structures de leadership patriarcales et les rôles de genre, (2) a investi dans des pratiques collectives de soins et de protection, et (3) est reliée à des formes externes de soutien qui peuvent être activées rapidement.

**Avec la résistance pacifique de Santa Rosa, Jalapa et Jutiapa**, le peuple Xinka du sud-est du Guatemala utilise l'action directe combinée à des stratégies juridiques pour bloquer la mine d'argent d'Escobal, le deuxième plus grand gisement d'argent au monde. **Le Parlement Xinka**, qui représente plus de 500 000 autochtones répartis dans 13 communautés, et le **Comité diocésain pour la défense de la nature (CODIDENA)** sont à la pointe de la lutte. Les protestations des Xinka, combinées aux décisions des tribunaux de la mine, ont forcé l'arrêt des opérations en 2017. Les femmes Xinka se sont organisées de manière informelle pour travailler en collaboration avec le Parlement Xinka et ont joué un rôle clé dans le maintien des campements de résistance qui bloquent la mine. Le délai a donné le temps au Parlement Xinka et à ses alliés de faire pression avec succès sur le gouvernement guatémaltèque pour qu'il se conforme à une décision de justice et mène une consultation conformément à la vision du monde et aux systèmes de prise de décision des Xinka, ce qui pourrait arrêter complètement les opérations de la mine.



Photo: Xinka Parliament

## POSSIBILITÉS D'ACTION DIRECTE

- **Soutenir les efforts d'organisation à long terme** afin que les communautés de première ligne soient unifiées avant l'arrivée d'une menace, bien placées pour mobiliser des actions directes lorsque le moment l'exige, et préparées à l'inévitable riposte.
- **Créer des opportunités d'apprentissage au sein des communautés où les femmes leaders ont joué un rôle clé** dans le maintien des actions directes afin de mettre à profit leur apprentissage tactique et d'identifier les principales lacunes et opportunités de soutien.
- **Construire et renforcer les réseaux d'avocats locaux formés pour défendre les militantes** confrontées à des réactions négatives, et identifier les intermédiaires qui sont bien placés pour faire avancer les communications ou orienter les fonds vers des actions spécifiques.

## DOCUMENTATION ET RECHERCHE DIRIGÉES PAR LES COMMUNAUTÉS

En collaboration avec des instituts de recherche et des organisations de la société civile, les communautés de première ligne sont de plus en plus souvent à l'origine de méthodes de documentation et de recherche visant à mettre au point des outils permettant de contester les projets d'extraction. Il s'agit notamment d'outils permettant d'évaluer l'impact social et environnemental des projets, de soutenir les procédures judiciaires et d'autres stratégies de redevabilité, et d'engager un dialogue direct avec les multinationales et les autres groupes d'intérêt à l'origine des projets. La documentation menée par les communautés peut s'avérer très efficace parce qu'elle renforce la

**Le Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement (APWLD)** a adopté la recherche-action participative féministe (FPAR) comme outil d'organisation et de construction de mouvements. Les femmes touchées par les projets d'extraction, la militarisation, le méga-développement et l'accaparement des terres mènent des recherches, recueillent et analysent des données et élaborent des recommandations politiques adaptées à leur contexte. Cette méthodologie est basée sur trois formations au niveau régional: 1. analyse structurelle et approche féministe des problèmes; 2. méthodologies féministes et participatives de collecte et d'analyse des données; et 3. renforcement des capacités et compréhension des droits humains et plaidoyer dans les médias. FPAR révèle de nouvelles perspectives sur les impacts sexospécifiques de la dépossession des terres, que les défenseuses portent devant les mécanismes régionaux et mondiaux et qui influencent les agendas des mouvements environnementaux et climatiques alliés.





sensibilisation et les capacités à long terme tout en jetant les bases d'un ensemble de stratégies en réponse à une menace claire ou à un besoin urgent.

Ces méthodologies participatives peuvent rassembler différents secteurs des communautés pour analyser et traiter des problèmes communs. Le recours à l'expertise locale permet souvent d'obtenir des informations plus précises que les évaluations menées par des personnes extérieures. Les processus peuvent combler les lacunes des évaluations officielles de l'impact environnemental et social, notamment en ce qui concerne les femmes et d'autres groupes confrontés à des formes multiples et croisées de discrimination. En rendant visible la manière dont les femmes sont affectées par les projets d'extraction, la documentation peut conduire à l'élaboration de solutions sexospécifiques.

## OPPORTUNITÉS DE DOCUMENTATION ET DE RECHERCHE DIRIGÉES PAR LES COMMUNAUTÉS

- **Soutenir les processus de documentation menés par les communautés** qui les aident à répondre aux menaces urgentes liées à l'extraction tout en renforçant leurs capacités à long terme, notamment en les sensibilisant davantage à la violence structurelle liée au genre et en leur permettant d'acquérir des compétences en matière de documentation et de recherche.
- Fournir un accompagnement à long terme pour aider les communautés à **développer des méthodologies de recherche qui prennent en compte les voix et les besoins des femmes**, ainsi que des partenariats pour tirer parti de la recherche

par le biais d'autres stratégies, telles que le plaidoyer et les contentieux.

## RECHERCHE SUR LES MULTINATIONALES ET PLAIDOYER

Les outils de recherche sur les multinationales visent à mettre au jour la structure et le financement des projets d'extraction afin d'identifier les stratégies que les communautés peuvent utiliser pour bloquer ou modifier un projet. La cartographie de la structure et du financement des multinationales, qui permet d'identifier les actionnaires, les investisseurs, les financiers et les acheteurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement,

**Le consortium Count Me In!** (Consortium compte sur moi!) (composé de AWID, CREA, JASS, Mama Cash, Red Umbrella Fund, Urgent Action Fund Africa, Urgent Action Fund for Women's Human Rights et WO=MEN) a produit une boîte à outils intitulée "Behind the Scenes of Extractives (dans les coulisses des industries extractives): L'argent, le pouvoir et la résistance des communautés". Il s'agit de l'un des rares outils conçus avec et pour les femmes défenseuses de l'environnement afin de mieux comprendre les moteurs financiers des projets d'extraction et de révéler des cibles potentielles de plaidoyer. Cet outil accessible propose des activités et des études de cas réalisées par des femmes dans des communautés de première ligne de différentes régions, afin de partager et d'approfondir les connaissances générées par la recherche.



est un processus extrêmement complexe. Cela nécessite souvent des compétences et des ressources spécialisées telles que des connaissances techniques, une maîtrise de l'anglais des affaires et l'accès à des bases de données financières propriétaires coûteuses. Les obstacles à ce travail sont encore plus importants pour les groupes de femmes en raison d'une discrimination bien ancrée qui empêche les femmes d'accéder à des opportunités éducatives ou professionnelles. Les partenariats avec des ONG souvent basées dans le Nord et spécialisées dans cette recherche peuvent produire des informations précieuses sur le lieu et le mode de fonctionnement du pouvoir des multinationales. Ces alliés peuvent donner aux communautés les moyens de mener leurs propres recherches et de mener des actions de plaidoyer pour réorienter le financement des projets d'extraction vers des solutions plus durables.

### **RECHERCHE SUR LES MULTINATIONALES ET POSSIBILITÉS DE PLAIDOYER**

- **Soutenir les organisations de la société civile—et les groupes de femmes en particulier—dans les pays du Sud** afin qu'elles développent leur propre expertise en matière de recherche sur les grandes entreprises et qu'elles sensibilisent les communautés de première ligne à la manière d'accéder à ces informations et de les utiliser.
- **Créer des partenariats entre les groupes de première ligne et les organisations alliées spécialisées dans la recherche sur les multinationales et le plaidoyer** afin d'exploiter toute la gamme d'outils et de méthodologies

disponibles, d'élaborer des stratégies à multiples facettes et d'identifier les principaux points de pression en matière de plaidoyer.

### **DÉFENSE TERRITORIALE ET CONSENTEMENT LIBRE, PRÉALABLE ET ÉCLAIRÉ (CLPE)**

Les peuples autochtones utilisent le cadre de la défense territoriale pour décrire un ensemble de stratégies utilisées pour protéger la terre, le territoire et les ressources qui peuvent transcender les frontières géographiques et nationales. Ce cadre reflète une cosmovision autochtone fondée sur un lien spirituel, culturel, social et économique avec la terre qui se distingue des modèles dominants de propriété, de privatisation ou de développement. Les populations autochtones ont lutté et obtenu la reconnaissance internationale du droit de donner ou de refuser leur consentement concernant les projets qui affectent leurs terres, leurs territoires ou leurs ressources naturelles, communément appelé le droit au consentement libre, préalable et éclairé (CLPE). Bien que la reconnaissance de ce droit varie considérablement d'un pays à l'autre, il peut souvent être utilisé dans le cadre d'une stratégie juridique ou de plaidoyer pour retarder ou arrêter un projet d'extraction qui n'a pas obtenu le consentement des populations concernées.

La participation des femmes autochtones aux processus du CLPE est profondément affectée par les lois patriarcales qui favorisent la propriété foncière

masculine et les normes de genre qui empêchent les femmes de participer aux processus de prise de décision concernant la terre et les moyens de subsistance. Un premier point de lutte consiste à garantir l'inclusion du genre dans les processus du CLPE afin de s'assurer que les perspectives des femmes sur le développement extractif soient entendues. Une participation significative aux consultations communautaires permet aux femmes de jouer un rôle plus important dans la conception et la mise en œuvre des interventions.

### OPPORTUNITÉS DU CLPE

- **Travailler** au sein des formations communautaires et entre elles, **soutenir les efforts des femmes autochtones pour accroître leur participation aux processus du CLPE** afin de garantir une analyse sexospécifique solide des préjudices potentiels et des remèdes.
- **Soutenir les groupes de femmes autochtones pour qu'elles développent leurs capacités organisationnelles** afin de jouer un rôle plus important dans les processus décisionnels de la communauté.

### STRATÉGIES JURIDIQUES ET DE PLAIDOYER

Les communautés utilisent des stratégies juridiques et de plaidoyer pour se défendre contre la criminalisation qui vise de plus en plus les individus, les groupes et les communautés entières impliqués dans la résistance. Par exemple, les poursuites stratégiques contre la participation publique (SLAPP) sont une tactique

**Le Groupe de sensibilisation juridique des femmes autochtones (INWOLAG)** est composé de femmes autochtones expertes en droit et de professionnels dont l'objectif est de mettre fin à la discrimination et à la violence à l'égard des femmes autochtones au Népal. Depuis 2016, elles soutiennent le peuple autochtone Magar dans ses efforts pour contester l'accaparement des terres associé au projet hydroélectrique de Tanahu (THP). Les communautés n'ont pas été consultées de manière adéquate, ce qui a entraîné des déplacements de terres ancestrales et des compensations injustes. Les femmes ont été exclues des discussions et des processus de prise de décision parce que les membres masculins des ménages contrôlent l'accès aux terres et leur propriété. INWOLAG a apporté son soutien à la communauté pour la sensibiliser aux processus du CLPE et élaborer un plan de plaidoyer. Dans le cadre de ce processus, il a contribué à ce que les femmes soient représentées à hauteur de 50 % dans les discussions communautaires. INWOLAG a soutenu une enquête menée par la communauté sur les impacts du plan d'aménagement du territoire à l'échelle de la communauté, qui ont été intégrés dans les plaintes déposées auprès du THP et dans d'autres processus de plaidoyer importants.



populaire utilisée pour harceler les manifestants et les forcer à dépenser un temps et des ressources précieux pour défendre leurs droits d'expression et d'association devant les tribunaux. En raison du manque d'avocats issus des communautés de première ligne, la défense juridique est souvent assurée par des alliés possédant des compétences pertinentes et travaillant en collaboration avec les personnes directement touchées.

Les litiges sont également utilisés pour contester la légalité d'un projet d'extraction ou pour demander réparation des préjudices causés par le projet. Les cibles



des litiges peuvent être l'entreprise qui exploite le projet ou le gouvernement qui a accordé les concessions ou les permis. Les procès sont souvent intentés dans le pays d'accueil du projet, mais également dans le pays d'origine de la société mère, afin de la tenir responsable des actions de sa filiale. L'objectif de ces litiges est généralement d'arrêter ou de stopper un projet ou de demander réparation pour les préjudices subis; par conséquent, peu d'affaires, voire aucune, sont explicitement axées sur le genre, mais elles peuvent inclure des préjudices fondés sur le genre comme une violation parmi d'autres.

Il est souvent difficile d'obtenir justice pour les communautés, en particulier pour les femmes, même lorsque les stratégies juridiques aboutissent à des résultats positifs. Par exemple, il existe un risque important de représailles accrues à l'encontre des témoins ou des parties au litige, et les femmes font l'objet de formes particulières de ciblage liées au genre et à la sexualité. Les compensations accordées aux communautés à la suite d'un jugement ou d'un règlement judiciaire peuvent amplifier les déséquilibres de pouvoir fondés sur le genre au niveau de la famille ou de la communauté.

## OPPORTUNITÉS JURIDIQUES ET DE PLAIDOYER

- **Renforcer le soutien aux réseaux d'avocats locaux**, en particulier ceux dirigés par des femmes et des membres de la communauté en première ligne, car ils sont à même de comprendre le contexte et les besoins de ceux qui sont confrontés à la criminalisation.
- **Se prémunir contre les menaces de représailles externes et les divisions internes** en améliorant la

Dans le cadre de la campagne “Dites non au gaz au Mozambique”, la section britannique des Amis de la Terre, en étroite collaboration avec Justica Ambiental (JA!—Amis de la Terre Mozambique), a ciblé les



financiers d'un projet de gaz naturel à Cabo Delgado. La plainte a été déposée contre l'agence britannique de crédit à l'exportation, UK Export Finance, pour sa décision d'approuver un montant de 1,15 milliard de dollars pour soutenir le projet. Les projets gaziers au Mozambique ont entraîné le déplacement de communautés, la privation de leurs moyens de subsistance et ont alimenté les conflits dans la région, notamment les enlèvements massifs et la violence à l'égard des femmes et des filles. Si elle aboutit, l'action en justice mettra fin au financement du projet et obligera le gouvernement britannique à rendre compte de ses engagements en matière de climat. En plus de poursuivre les agences de crédit à l'exportation concernées, JA! et les autres membres de la campagne ont ciblé les entreprises et les financiers impliqués, notamment Eni, ExxonMobil, Total, Standard Bank et HSBC. Les litiges et le plaidoyer mondial sont rendus possibles grâce aux liens profonds et durables que JA! entretient avec les communautés.

coordination avec les dirigeants communautaires, en consultant les femmes sur leurs préoccupations et en élaborant des plans visant à minimiser les risques pour les témoins et les parties au litige.

- Reconnaître que si les stratégies juridiques constituent un puissant outil de responsabilisation, elles sont **plus efficaces lorsqu'elles sont élaborées de concert avec d'autres stratégies visant à accroître la visibilité** et à cibler les principaux points de pression derrière le projet d'extraction, à soutenir l'engagement de la communauté pendant

les nombreuses années nécessaires pour obtenir une résolution, et à garantir une mise en œuvre équitable des décisions et des recours juridiques.

## STRATÉGIES DES INVESTISSEURS

Faire pression sur les investisseurs et les financiers d'une société extractive est l'un des puissants moyens de pression que les communautés peuvent utiliser pour arrêter ou modifier un projet, en particulier en conjonction avec la résistance sur le terrain. Les communautés utilisent ces stratégies pour cibler différents types d'investisseurs: les actionnaires, les banques privées et les institutions de financement du développement (IFD). Les organisations de la société civile investissent de plus en plus dans la formation des communautés de première ligne afin qu'elles puissent tirer parti de l'implication des IFD pour remédier aux préjudices liés à l'égalité des genres dans le cadre des projets d'extraction.

## OPPORTUNITÉS EN MATIÈRE DE STRATÉGIES D'INVESTISSEMENT

- **Favoriser les partenariats entre les mouvements féministes et les réseaux et initiatives de la société civile** qui suivent l'activité des investisseurs et possèdent une expertise dans les stratégies de défense des investisseurs, afin d'alerter les groupes sur les investissements extractifs à venir et leurs impacts potentiels sur le genre, de fournir un point d'entrée aux groupes de femmes pour accéder à la défense des investisseurs et recevoir un accompagnement si

L'International Accountability Project (IAP) et le Center for



Early Warning System

**International Environmental Law (CIEL)** ont développé le système d'alerte précoce (EWS) en 2013 pour surveiller les investissements des IFD, signaler les projets potentiellement nuisibles et alerter les communautés affectées, idéalement avant que l'investissement ne soit approuvé par l'IFD. La CSO chilienne **Sustentarse** est l'un des co-administrateurs du EWS, diffusant des informations aux communautés d'Amérique latine et les formant à l'utilisation du système. L'un de ces projets était une méga usine de dessalement d'un milliard de dollars, financée par la BID, destinée à fournir de l'eau industrielle aux activités minières dans le nord du Chili. Sustentarse a aidé **Asopesca Tocopilla**, une organisation traditionnelle de pêcheurs, à déposer une plainte auprès du mécanisme de responsabilité indépendant de la BID en janvier 2020. Bien que leur plainte ait été rejetée, leur plaidoyer a contribué à suspendre le financement du projet. Sustentarse a encouragé les pêcheuses à former leur propre association, **Mujeres Changas de Tocopilla**, afin de se soutenir mutuellement et de défendre les ressources dont dépendent leurs moyens de subsistance et leur culture autochtone. Depuis, l'organisation s'est formalisée, le nombre de ses membres a augmenté et elle a pris la tête des groupes autochtones Changas. Paty Páez, la dirigeante des Mujeres Changas de Tocopilla, a participé à la première réunion internationale des communautés touchées par les IFD qui s'est tenue au Brésil, organisée par le système d'alerte précoce.

nécessaire, et d'activer les réseaux de défense pour mettre en évidence les impacts sur le genre d'un projet ou d'un secteur tout entier.

- Accroître les possibilités pour les femmes des communautés de première ligne de **comprendre le financement des projets extractifs et de développer les outils et les capacités nécessaires pour cibler directement les investisseurs.**

# Stratégies de transformation

Souvent dirigées par des femmes, les communautés de toutes les régions développent de nouveaux systèmes autonomes—ou ravivent les systèmes traditionnels—pour réorganiser la vie économique, sociale et politique. Soutenues par des coalitions de mouvements croisés et des alliés, les femmes des communautés de première ligne définissent de nouveaux cadres qui reflètent leur vision de l'avenir. Celles-ci se traduisent par des programmes politiques audacieux qui répondent aux besoins les plus urgents de la planète, tels que le changement climatique et la perte de biodiversité, tout en s'attaquant aux racines des problèmes, comme l'impunité des multinationales ou l'insécurité des régimes fonciers. De cette manière, les femmes créent de nouvelles réalités tout en militant pour une transformation structurelle.

## LES STRATÉGIES DE TRANSFORMATION COMPRENNENT:

- DÉVELOPPER DES CADRES ALTERNATIFS À L'EXTRACTIVISME
- ÉTABLISSEMENT D'AGENDAS POLITIQUES
- NOUVELLES RÈGLES DE CONDUITE POUR LES ENTREPRISES
- GARANTIR LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE DES FEMMES
- CRÉER DES SYSTÈMES AUTONOMES

## DÉVELOPPER DES CADRES ALTERNATIFS À L'EXTRACTIVISME

Au cours des dernières décennies, les femmes autochtones, rurales et de couleur du Nord et du Sud, ainsi que les féministes de toutes les régions, ont collaboré avec les mouvements de défense de l'environnement, du climat, des droits des peuples autochtones, du travail et de la justice raciale pour remettre en question les cadres dominants fondés sur le patriarcat, le capitalisme, le colonialisme et l'extractivisme. Les cadres émergents reflètent une analyse politique des facteurs structurels et des solutions, ainsi qu'une articulation des priorités et des demandes des différents mouvements. Grâce à leurs contributions à ces cadres, les féministes jouent un rôle de leadership beaucoup plus visible et influent dans

les débats politiques, les efforts de résistance et les alternatives à l'extractivisme.

### **BUEN VIVIR**

Le concept de "bonne vie" a été développé par les communautés autochtones d'Amérique du Sud, puis par les femmes et les féministes autochtones pour remettre en question le modèle de développement néolibéral et formuler une vision d'un avenir post-extractionnel.

### **ÉCOFÉMINISME**

Invoqué par Vandana Shiva et Maria Mies dans les années 1970, ce "nouveau terme pour une sagesse ancienne" est remis au goût du jour par des groupes de femmes, principalement en Afrique, afin d'examiner les impacts interconnectés des projets d'extraction et de méga-développement sur le genre, l'écologie et le climat.

### **FÉMINISME POST-COLONIAL/DÉCOLONIAL ET COMMUNAUTAIRE**

En réponse aux approches coloniales, racistes et antidémocratiques, les féministes latino-américaines donnent la priorité au pouvoir collectif, décentrent le féminisme blanc occidental et donnent la priorité aux connaissances et aux perspectives des femmes de couleur, des femmes autochtones et des femmes du Sud.

### **LE NOUVEAU PACTE VERT FÉMINISTE**

Issus de féministes de toutes les régions qui travaillent désormais ensemble au niveau transnational, ces cadres affirment que l'économie extractive est subventionnée par le travail non rémunéré des femmes et appellent à des solutions structurelles.

### **TRANSITION JUSTE FÉMINISTE**

Issu de la collaboration entre des féministes, des mouvements pour la justice environnementale et climatique, des mouvements autochtones et des mouvements de défense des droits des travailleurs, ce cadre met en évidence les racines patriarcales et coloniales du modèle extractif et appelle à une transformation radicale de l'économie basée sur les combustibles fossiles.

### **JUSTICE DE GENRE**

Enracinés dans une analyse de l'anticolonialisme et de l'anticapitalisme, les mouvements pour la justice entre les sexes s'attaquent aux oppressions croisées et sont dirigés par la communauté, portent sur de multiples sujets et sont féministes, queer et trans-inclusifs.

### **ÉLABORATION DE CADRES ALTERNATIFS AUX POSSIBILITÉS D'EXTRACTIVISME**

- **S'engager dans des espaces de coalition inter-mouvements** comprenant des groupes féministes de la société civile, des réseaux de femmes autochtones et des groupes de femmes rurales, paysannes et paysannes, et leur apporter un soutien à long terme, afin d'élaborer et de mettre en œuvre des cadres alternatifs à l'extractivisme.
- **Soutenir la participation des femmes des communautés de première ligne dans les espaces de mouvement croisé** afin qu'elles puissent façonner le discours du mouvement social, conclure de nouveaux partenariats et de nouvelles alliances, et élaborer des programmes de changement plus vastes.



## DÉFINIR DES AGENDAS POLITIQUES

La recherche de SAGE a révélé plusieurs stratégies clés que les femmes et les féministes utilisent pour établir des agendas politiques et se mobiliser au niveau transnational, à travers les mouvements sociaux et les secteurs, afin d'avoir un impact plus large. Il s'agit notamment d'établir des partenariats avec des organisations qui établissent des passerelles et qui peuvent socialiser et diffuser des cadres alternatifs, de former des coalitions, en particulier avec des groupes environnementaux et climatiques, et de plaider en faveur d'un leadership féministe dans les espaces de prise de décision. Grâce à ces stratégies, les femmes modifient les structures de pouvoir qui déterminent qui participe aux discussions, les termes du débat et, en fin de compte, les décisions elles-mêmes. Les coalitions féministes attirent l'attention sur les obstacles à la représentation des femmes—en particulier les femmes rurales et autochtones—dans les espaces de définition de l'agenda mondial et régional. Des tendances telles que la mainmise des multinationales sur l'ONU et d'autres espaces de définition des normes ont incité les féministes à travailler en coalition avec d'autres mouvements afin d'identifier les possibilités de repousser ou de maintenir la ligne de démarcation. La fermeture de l'espace civique a incité d'autres groupes féministes à se tourner à nouveau vers des solutions locales et à se concentrer sur la mise en œuvre des droits déjà garantis.



Photo: APWLD

Au cours des dernières décennies, les groupes féministes et de défense des droits des femmes ont beaucoup investi dans l'acquisition d'une expertise en matière de politique économique, de commerce, d'investissement et de développement, et ont utilisé cette expertise pour accéder à des espaces de coalition et de prise de décision qui leur étaient historiquement fermés. Il s'agit notamment d'organisations et de réseaux féministes mondiaux tels que **WEDO** et l'**Association pour les droits de la femme et le développement (AWID)**, de réseaux et d'alliances régionaux tels que **International Women's Rights Action Watch Asia Pacific (IWRAP-Asia Pacific)**, **Alliance africaine pour le genre et l'extraction (WoMin)** et **Forum Asie-Pacifique pour les femmes, le droit et le développement (APWLD)**, et de réseaux dirigés par des femmes autochtones tels que **Foro Internacional de Mujeres Indígenas (FIMI)** et **WECAN International**. L'**Action féministe pour la justice climatique (FACJ)** et la **Women and Gender Constituency (WGC)** sont des coalitions qui plaident en faveur d'une participation significative des femmes dans les espaces de politique climatique et d'une approche de justice de genre dans les discussions autour de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

## DÉFINIR LES OPPORTUNITÉS DE L'AGENDA POLITIQUE

- Renforcer le soutien aux réseaux régionaux et mondiaux qui apportent **une analyse féministe aux forums politiques**, en particulier ceux liés au commerce et à l'investissement, au développement économique et au climat.
- Soutenir les réseaux de femmes féministes, autochtones et rurales afin qu'ils servent de **passerelles entre les communautés de première ligne et les espaces politiques mondiaux** en faisant remonter les besoins et les expériences des communautés au niveau international, en documentant les solutions proposées par les femmes et en traduisant les progrès réalisés dans les arènes politiques afin d'aider les communautés à comprendre où elles peuvent exercer un effet de levier.
- Favoriser la collaboration entre les groupes féministes, autochtones, de défense des droits humains et autres groupes **qui suivent les tendances relatives à la mainmise des multinationales sur les espaces politiques mondiaux**, afin d'exposer la manière dont cette tendance favorise l'extractivisme et de trouver des possibilités de riposte aux niveaux national et multilatéral.

## DE NOUVELLES RÈGLES DE CONDUITE POUR LES MULTINATIONALES

Les deux dernières décennies ont été marquées par une intensification des efforts visant à modifier la responsabilité des multinationales, en raison d'une longue série de violations des droits humains, du droit du travail et de l'environnement dans l'industrie extractive et d'autres secteurs. En 2011, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a approuvé les principes directeurs volontaires des Nations unies relatifs aux



Photo: Womankind Worldwide

Par l'intermédiaire de la coalition mondiale **“Féministes pour un traité contraignant”**, les féministes se sont organisées pour intégrer l'analyse de genre dans les négociations des traités des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'homme, en plaidant pour des évaluations obligatoires de l'impact des activités des entreprises sur le genre et pour des mécanismes de recours tenant compte de la dimension de genre.

entreprises et aux droits de l'homme (UNGP). Bien que les principes directeurs aient réussi à mettre les entreprises et les droits humains à l'ordre du jour mondial, de nombreux membres de la société civile ont critiqué ces normes non contraignantes. De nouvelles pressions ont été exercées en faveur d'un traité international contraignant et de politiques obligatoires de diligence raisonnable. Entre-temps, le plaidoyer de la société civile a conduit à l'adoption de nouvelles lois en France, en Allemagne et en Norvège, entre autres, qui exigent des multinationales qu'elles fassent preuve de diligence raisonnable en matière de droits humains.

## DE NOUVELLES RÈGLES DE CONDUITE POUR LES MULTINATIONALES

- **Continuer à soutenir les coalitions féministes qui plaident en faveur de la responsabilité des entreprises** et de la réparation des préjudices causés par les industries extractives, notamment en soutenant la participation féministe au traité contraignant de l'ONU ainsi qu'un engagement solide des mouvements croisés dans le processus d'élaboration du traité.
- **Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de nouvelles lois sur la diligence raisonnable aux niveaux national et régional**, y compris pour les groupes qui s'agitent et testent la capacité de ces cadres à traiter la violence structurelle liée au genre.

## SÉCURISER LE RÉGIME FONCIER DES FEMMES

L'absence de titres de propriété et de régime foncier sûrs pour les femmes est un obstacle énorme à la défense contre les accaparements de terres et les dépossessions provoqués par le développement de l'extraction. Dans toutes les régions, les femmes s'efforcent de protéger l'accès et l'utilisation de la terre, qu'elle soit détenue par des individus ou par la communauté, ainsi que l'accès à d'autres ressources naturelles qui garantissent la souveraineté alimentaire, la vie et les moyens de subsistance de communautés entières. En plus de se défendre contre les menaces imminentes, la sécurisation du régime foncier peut être une stratégie proactive pour faire progresser l'autonomie des femmes, la sécurité

**Le Copperbelt Indigenous Peoples Land Rights Network (CIPLRN)** travaille avec les communautés de la région de Copperbelt en Zambie qui ont été déplacées par des accaparements de terres liés aux industries extractives. Les femmes sont touchées de manière disproportionnée parce qu'elles entretiennent des jardins et pratiquent une agriculture à petite échelle pour nourrir leurs familles, et la dislocation ou la pollution menace leur capacité à cultiver et à produire. Le CIPLRN utilise le litige et le plaidoyer, mais en raison de la différence de pouvoir entre les communautés et les entreprises extractives, leur outil préféré est une forme traditionnelle de médiation. Le CIPLRN reconnaît que la médiation assure des victoires modestes aux familles, mais l'impact est renforcé par le lobbying auprès du gouvernement pour une réforme agraire, une éducation communautaire fondée sur les droits et des campagnes médiatiques pour dénoncer l'accaparement des terres et faire pression sur les entreprises pour qu'elles cessent.

économique et d'autres droits fondamentaux. Et parce que les femmes sont des gardiennes essentielles des ressources naturelles, la sécurisation de leurs droits fonciers peut bénéficier à l'ensemble de la communauté en termes de durabilité des ressources vitales.

La discrimination fondée sur le sexe dans le droit successoral et dans le droit et la pratique coutumiers locaux empêche les femmes de posséder ou de louer des terres, ainsi que d'obtenir des prêts pour acheter des terres ou des assurances. Les efforts visant à réformer les lois foncières patriarcales sont donc un objectif majeur des mouvements de femmes dans toutes les régions. Les femmes dirigent et travaillent en tandem avec les peuples autochtones ainsi qu'avec les mouvements ruraux, paysans et paysans qui font avancer des programmes de réforme plus larges autour des terres communales menacées par les programmes extractivistes.

### SÉCURISER LES OPPORTUNITÉS DE PROPRIÉTÉ FONCIÈRE DES FEMMES

- Renforcer le soutien à diverses approches nationales (juridiques, politiques, communications et éducation) **pour éliminer la discrimination fondée sur le sexe dans les droits fonciers**, en particulier par le biais des lois sur les successions et d'autres lois et pratiques coutumières qui limitent la propriété et l'accès des femmes à la terre et aux ressources naturelles.
- **Soutenir les partenariats entre les groupes de femmes et d'autres mouvements** travaillant à garantir les droits fonciers et les droits fonciers des communautés historiquement marginalisées dont les terres sont détenues par la communauté.

### CRÉATION DE SYSTÈMES AUTONOMES

Dans toutes les régions, les femmes créent de nouveaux modes de vie qui reflètent une vision du monde alternative à l'extractivisme. Ces réalités sont fondées sur l'harmonie et la guérison avec le monde naturel, la connaissance et l'apprentissage intergénérationnels, les valeurs féministes, la solidarité communautaire, le développement durable et la gérance de l'environnement. Les femmes interrogées ont souligné l'importance de développer des systèmes communautaires autonomes—y compris l'alimentation, les moyens de subsistance, les marchés, les médias, la santé et l'éducation—comme essentiels à leur survie. Celles-ci découlent généralement des connaissances ancestrales des femmes sur les ressources naturelles, y compris des pratiques telles que la conservation des semences, la récolte de produits forestiers ou la production de médicaments à base de plantes.

Dans la plupart des cas, la création ou la relance de systèmes communautaires renforce la confiance et la collaboration qui peuvent être essentielles à la survie de la communauté dans le contexte des industries extractives. Les activités d'autonomisation économique, par exemple, sont souvent un point d'entrée pour les femmes afin de renforcer leur confiance dans leurs propres compétences en dehors des membres masculins de la famille. Avec un accompagnement à long terme, ces programmes plantent les graines de l'éducation aux droits, de l'organisation, du développement du leadership et de la formation politique. Les efforts des femmes pour créer des systèmes autonomes sont souvent sous-



estimés car ils sont à petite échelle et mis en œuvre localement. Ils sont mal compris comme des initiatives à faible impact qui profitent à quelques-uns, plutôt que des propositions audacieuses ou radicales pour réinventer la société selon un ensemble de valeurs différent. Mais ces petits projets jettent souvent les bases d'une résistance communautaire à l'extractivisme.

### CRÉER DES OPPORTUNITÉS DE SYSTÈMES AUTONOMES

- Fournir un accompagnement à long terme aux femmes des communautés de première ligne et à leurs alliés pour **créer des systèmes locaux autonomes qui ont le pouvoir de guérir ou d'unifier** les personnes touchées par l'extractivisme, de fournir un soutien aux moyens de subsistance pendant que les communautés s'engagent dans la résistance et de développer les compétences, les partenariats et le pouvoir nécessaires pour soutenir les efforts à long terme.
- **Aider les communautés à développer des systèmes politiques, sociaux et économiques durables** qui, bien qu'initialement à petite échelle, peuvent se développer au fil du temps et transformer la dépendance aux activités extractives.

**Le Comité de crise Amadiba** a été formé en 2007 par des villageois de Xolobeni, dans le Pondoland, sur la côte sauvage d'Afrique du Sud. Dirigé par l'activiste Nonhle Mbuthuma après l'assassinat de leur chef d'origine, le groupe a organisé des

villageois dont les terres étaient menacées par une mine de titane. Parce qu'ils ont résisté à travers le système juridique, le gouvernement a qualifié les villageois d'« anti-développement » et a refusé de subvenir à leurs besoins fondamentaux dans le cadre d'une campagne visant à faire pression sur eux pour qu'ils déménagent. En travaillant ensemble, la communauté a construit ses propres maisons, réparé des routes et installé des sources d'énergie renouvelables telles que des panneaux solaires. Ce travail collectif a contribué à construire l'unité qui a soutenu la communauté à travers de nombreuses années de contestations judiciaires alors que le gouvernement et les sociétés minières cherchaient à les diviser.



Photo: Amadiba/AIDC

# Principales conclusions



## Opérationnaliser un cadre pour lutter contre la violence structurelle sexiste

La recherche SAGE rend visible les nombreuses dimensions de la violence structurelle genrée créée et renforcée par l'extractivisme. L'analyse en couches des facteurs et des impacts fournit un cadre plus solide pour comprendre comment l'extractivisme fonctionne pour marginaliser et exclure les femmes car il dévaste également les communautés et l'environnement. L'extractivisme doit être compris comme un modèle économique néolibéral, fondé sur la logique coloniale, déployant les outils de la violence sexiste et racialisée. En comprenant mieux où et comment fonctionne le pouvoir extractif, la société civile peut être mieux en mesure d'anticiper où la violence structurelle sexiste est susceptible de s'intensifier et de prendre des mesures pour prévenir ou atténuer les dommages.



## Catalyser et renforcer les alliances inter-mouvements

S'attaquer au pouvoir extractif nécessitera un changement d'orientation pour soutenir des stratégies préventives à long terme qui transforment les conditions à l'origine de la violence structurelle, parallèlement à des stratégies conçues pour faire face à des crises imminentes. Pendant plusieurs décennies, les alliances entre mouvements ont construit un pouvoir collectif, formulé des cadres intersectionnels, élaboré des récits pour dissiper les mythes assimilant l'extractivisme au développement et clarifié les programmes politiques pour s'attaquer aux causes profondes de l'extractivisme. Avec un soutien accru, ces coalitions sont en mesure d'élargir leur base, de s'appuyer sur ces programmes et de diriger la mise en œuvre au cours de la prochaine phase.



## Aborder le patriarcat de l'intérieur pour équiper les femmes et les communautés à résister aux menaces extérieures

Pour les femmes, la violence et la discrimination déclenchées par l'extractivisme commencent souvent par des attitudes et des pratiques patriarcales au sein de la famille et de la communauté. Le renforcement des stratégies fondamentales de renforcement du pouvoir identifiées dans cette recherche—en particulier les pratiques d'organisation communautaire et de renforcement du leadership dirigées par des femmes—aidera les femmes à renforcer la résilience, le leadership et les structures nécessaires pour lutter contre la violence patriarcale à long terme et développer des réponses robustes à l'extractivisme. L'accompagnement politique à long terme par des alliés de confiance a aidé les femmes des communautés de première ligne à développer des pratiques prometteuses telles que des stratégies collectives de soins et de protection. Les acteurs de la société civile peuvent tirer des enseignements de ces approches holistiques et les amplifier pour s'assurer que les stratégies conçues pour protéger les femmes leaders et défenseuses n'ont pas de conséquences involontaires.



## Tirer parti de trois ensembles intégrés de stratégies

Cette recherche a mis en évidence trois catégories de stratégies interdépendantes—fondamentales, spécifiques au site et transformationnelles—dirigées par des femmes dans les communautés de première ligne avec le soutien de leurs alliés. En partant du principe que les stratégies sont interconnectées et se renforcent mutuellement, les bailleurs de fonds et la société civile peuvent soutenir les femmes leaders et les groupes pour l'ensemble des approches que cette crise exige.

**Les stratégies fondamentales de renforcement du pouvoir** renforcent la participation des femmes aux luttes extractives et maintiennent l'unité des communautés face aux efforts de division.

**Les stratégies spécifiques au site** préviennent, arrêtent ou retardent les menaces imminentes d'un projet spécifique, et recherchent la justice et les réparations pour les personnes lésées.

**Les stratégies de transformation** englobent les efforts des femmes pour créer des systèmes autonomes qui apportent un appui aux communautés de première ligne, fournissent un soutien aux moyens de subsistance et créent des alternatives au modèle de développement extractif qui soutiennent les communautés à long terme.



## Identifier, engager et soutenir de manière proactive les structures organisationnelles des femmes

L'organisation des femmes est souvent informelle et moins visible que les efforts menés par les hommes. Par conséquent, la société civile et les alliés du mouvement ont une responsabilité accrue d'identifier où réside le leadership des femmes et de trouver des points d'entrée pour s'engager dans leurs pratiques et leurs formes d'organisation. Les alliés jouent un rôle essentiel en facilitant les liens avec le pouvoir et les ressources, tels que les espaces politiques où les femmes des communautés de première ligne peuvent faire avancer des programmes alternatifs, ou en négociant des liens avec des groupes qui offrent des formes complémentaires de soutien, telles que le financement d'intervention rapide ou les réseaux d'avocats. Les alliés qui ont établi des relations de confiance de longue date avec des femmes leaders et des groupes ont un riche corpus d'histoires, de stratégies et d'analyses qui peuvent être partagées horizontalement (entre les femmes confrontées à des luttes extractives dans tous les contextes) et verticalement (entre les mouvements et les secteurs de la société civile abordant ce travail à partir de points de vue différents).



## Nourrir et développer des systèmes de soutien communautaires autonomes, dirigés par des femmes

Dans toutes les régions, les femmes des communautés de première ligne dirigent les efforts visant à créer des systèmes communautaires autonomes pour la gestion des ressources, les moyens de subsistance durables, la production de médias, etc. Pourtant, ces projets sont souvent considérés à tort comme des initiatives à faible impact qui ne profitent qu'à quelques-uns, plutôt que comme des propositions radicales visant à réimaginer la société. Ce sont souvent ces petits projets qui jettent les bases de la résistance à l'extractivisme et qui soutiennent les communautés à long terme. Renforcer ces efforts de transformation et rendre visibles les façons dont les femmes servent d'agents de changement contribuera à soutenir les pratiques d'organisation et de leadership des femmes tout en bénéficiant à l'ensemble des communautés qui luttent pour un avenir sans extraction.



## PARTICIPANTS À LA RECHERCHE

L'équipe de recherche de SAGE a mené des entretiens avec près de 100 personnes travaillant dans divers contextes, secteurs et domaines. De plus amples informations sur la méthodologie sont disponibles dans le rapport complet disponible sur SageFundRights.org. Cette liste comprend les personnes interrogées qui ont accepté d'être incluses avec leur nom et/ou leur affiliation organisationnelle.

Aly Marie Sagne  
*Lumière Synergie pour le Développement*

Aminata Massaquoi  
*Culture Radio and Women's Network Against Rural Plantation Injustice*

Anabela Sibrián  
*Protection International Mesoamérica and Plataforma Contra la Impunidad*

Angela Martínez  
*Amazon Watch*

Anne Bordatto  
*Coalition for Human Rights in Development*

Archie Mulunda  
*Copperbelt Indigenous People's Land Rights Network*

Bridget Burns  
*Women's Environment and Development Organization*

Catherine Coumans  
*MiningWatch Canada*

Celia Alldridge  
*Friends of the Earth International*

Chantelle Moyo  
*Climate Action in Southern Africa*

Dalila Vázquez  
*Asociación Madre Tierra Guatemala*

David Kaimowitz  
*Farm and Forest Facility—FAO*

Delphine K. Djiraïbé  
*Public Interest Law Centre Chad*

Diana Sipail  
*Taskforce Against Kaiduan Dam*

Elaine Zuckerman  
*Gender Action*

Elana Berger  
*Bank Information Center*

Emilie Palamy Pradichit  
*Manushya Foundation*

Dr. Fatima Burnad  
*Tamil Nadu Dalit Women's Movement*

Fatima Yamin  
*Strengthening Participatory Organisation*

Fernanda Hopenhaym  
*Project on Organization, Development, Education, and Research*

Flora Mawi  
*Latsinu Women Agency*

Georgine Kengne Djeutane and Samantha Hargreaves  
*WoMin*

Gladys Vila  
*Organización Nacional de Mujeres Indígenas Andinas y Amazónicas del Perú*

Gustavo Castro  
*Otros Mundos*

Haneea Isaad  
*Pakistani Alliance for Climate Justice and Clean Energy*

Ian Gary  
*Financial Accountability & Corporate Transparency Coalition*

Inna Michaeli  
*Association for Women's Rights in Development*

Ivonne Ramos  
*Saramanta Warmikuna*

Izabel Rodrigues  
*Movimento dos Trabalhadores Rurais sem Terra—Pará*

Joan Carling  
*Indigenous Peoples Rights International*

Judy A. Pacimio  
*Lilak—Purple Action for Indigenous Women's Rights*

Julia Cuadros  
*CooperAcción*

Juliana Bravo Valencia  
*EarthRights International*

Kuntala Lahiri-Dutt  
*Australian National University*

Lenin Chisaira  
*Advocates4Earth*

Linda Mpofo  
*NWC*

Lucy Mulenkei  
*Indigenous Information Network*

Maaïke Hendriks  
*Both ENDS*

Maia Seeger  
*Sustentarse*

Manana Kochladze  
*Green Alternative*

Manson Gwanyanya  
*Business and Human Rights Resource Centre*

Margarita Antonio  
*International Indigenous Women's Fund*

Maria Ezpeleta  
*Oxfam America*

Maria Matui  
*Women Action Towards Economic Development*

Mark Fodor and Lorena Cotza  
*Coalition for Human Rights in Development*

Marusia Lopez  
*IM-Defensoras (Mesoamerican Women Human Rights Defender Initiative)*

Mary Jane Real

Mayfereen Lyngdoh Ryntathiang  
*Grassroots Shilong*

Meenal Manolika  
*Sangat Network*

Mela Chiponda

Misun Woo  
*Asia Pacific Forum on Women, Law and Development*

Mrinalini Rai  
*Women4Biodiversity Network*

Neelanjana Mukhia  
*ActionAid International*

Nixon Boumba

Noraeri Thungmueangthong  
*Indigenous Women's Network in Thailand*

Patricia Ardón  
*JASS Mesoamerica*

Patricia Gualinga  
*Sarayaku, Ecuador*

Pauline Mundia  
*Association for Zambia Women in Mining*

Poonam Joshi  
*Funders Initiative for Civic Space*

Pranom Somwong  
*Protection International*

Dr. Pasang Dolma Sherpa  
*Center for Indigenous Peoples' Research & Development*

Rafay Alam  
*Saleem, Alam & Co.*

Ravi Rebbapragada  
*Mines, Minerals and People, Kalpavrkish and SAMATA*

Raya Famau Ahmed  
*Lamu Women Alliance*

Riska Darmawanti  
*Ecological Observation and Wetlands Conservation Foundation*

Ritu Magar  
*Indigenous Women Lawyers*

Ronald Wesso  
Rosemayre Bezerra and Geuza Morgado  
*Comissão Pastoral de Terra*

Rukka Sombolinggi  
*Indigenous Peoples Alliance of the Archipelago*

SA Benjamin Traore  
*African Coalition on Corporate Accountability*

Shanti Upreti and Marisa Hutchinson  
*International Women's Rights Action Watch  
Asia Pacific*

Sharanya Nayak  
Thobekile Shoko  
*Trade Union*

Tshepo Madlingozi  
*Centre for Applied Legal Studies*

Verónica Gostissa  
*Pueblos Catamarqueños en Resistencia y  
Autodeterminación and Antofogasta Resiste*

Ximena Warnaars  
*Ford Foundation*

(Name withheld)  
*ActionAid Zambia*

(Name withheld)  
*Awami Workers Party and Aurat March  
Pakistan*

(Name withheld)  
*GRAIN*

(Name withheld)  
*Human Rights Watch*



[SageFundRights.org](http://SageFundRights.org)